

*Les conséquences du blocus
contre Cuba débattues en France*

Image not found or type unknown

Paris, 13 nov (RHC) Le président de l'Institut cubain d'amitié avec les peuples (ICAP), Fernando González, a fait part lundi aux sympathisants et élus français de l'impact sur l'île du blocus des États-Unis, une politique qu'il a condamnée.

Lors d'une rencontre au siège de l'association Cuba Coopération France (CubaCoop), le député a dénoncé la volonté affichée de Washington d'affamer tout un peuple et de créer des souffrances pour renverser la Révolution.

Nous vivons dans la plus grande île des Antilles dans une situation économique très complexe, basée sur un cadre de lois et de règlements en vigueur depuis plus de 60 ans, a-t-il déclaré lors de l'échange de vues auquel ont participé des maires et des autorités de communes telles que Vitry-sur-Seine et Villejuif, dans le département de la Vallée du Marne, en région parisienne.

Selon Fernando González, il est important de souligner que le blocus économique, commercial et financier des États-Unis ne s'attaque pas seulement aux Cubains, mais aussi à la souveraineté d'autres pays, en particulier de l'Europe, en raison de sa nature extraterritoriale.

Les entreprises, les banques et les citoyens des nations qui n'ont pas adopté les lois extraterritoriales des États-Unis (Torricelli et Helms-Burton) sont obligés de s'y conformer, avec des pressions, des menaces et des sanctions s'ils cherchent à établir des liens avec l'île, a averti le héros de la République.

Dans son discours, accompagné du président de CubaCoop, Víctor Fernández, il a rappelé le caractère inhumain du blocus, qui s'est manifesté en pleine pandémie de Covid-19 avec les interdictions et les obstacles imposés pour empêcher Cuba d'acquérir des ventilateurs pulmonaires et de l'oxygène médical.

Toutes ces pressions exercées sur la nation antillaise se sont accrues avec son inscription sur la liste unilatérale des États-Unis des pays soutenant le terrorisme, une mesure qui vise à l'isoler du système financier international, a-t-il ajouté.

Fernando González a affirmé que, malgré cette hostilité, Cuba n'a pas renoncé à sa vocation sociale, ni à l'accès gratuit à la santé et à l'éducation, ni à des politiques de choc ; au contraire, elle maintient sa décision d'aller de l'avant.

Pour sa part, le président de CubaCoop a insisté sur la ligne de travail de l'association qui consiste à combiner la solidarité politique avec une coopération concrète dans le domaine économique.

Tous deux ont souligné l'importance de la tenue d'un tribunal international pour juger le blocus les 16 et 17 novembre au Parlement européen à Bruxelles, avec la participation d'organisations sociales et politiques et de juristes d'Europe et des États-Unis.

Même si l'avis du tribunal, qui sera basé sur des témoignages et des données sur les conséquences du blocus, ne sera pas contraignant, il représentera un outil de dénonciation et de lutte contre le blocus, ont-ils convenu.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/339212-les-consequences-du-blocus-contre-cuba-debatues-en-france>



Radio Habana Cuba